

PROJETS DE FUSION AU SEIN DE LA MOUVANCE

Instinct de survie chez les islamistes

«Chat échaudé craint l'eau froide», dit-on. Les islamistes de tous bords semblent tirer les leçons du passé et tentent, faute de reprendre leur lustre d'antan, de limiter les dégâts, instinct de survie oblige.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - L'on est loin de l'euphorie du début de la décennie 1990 du siècle dernier, avec la déferlante verte sous le label de l'ex-tristement célèbre FIS dissous, avec son incommensurable lot de sang et de larmes, ou encore de celle, beaucoup plus récente, avec la tentative de coller à la vague du fameux printemps arabe d'il y a six ans.

Si la première a été stoppée net par l'interruption salutaire du processus électoral de décembre 1991, la seconde a subi la sanction populaire à l'occasion des élections législatives de mai 2012 avec la maigre moisson récoltée.

Certes, la mouvance, tous segments confondus, a crié et crie encore à une fraude massive lui étant fatale à elle beaucoup plus qu'aux autres, mais la réalité est là, têtue : les partis islamistes, du moins dans leur configuration actuelle, n'emballent plus comme il y a vingt ans tant ils ne cessent d'enregistrer une sorte de «récession» en termes de crédibilité et de retour d'écoute auprès des masses populaires.

Une réalité dont ils ont, enfin, pris conscience, en tentant de se renouveler tant dans les structures que dans l'approche de la chose

politique. Car l'avenir tout proche ne prête point à l'optimisme avec la perspective des élections législatives du printemps prochain à l'occasion desquelles les partis islamistes jouent vraiment gros, certains soutenant même qu'ils mettent leur existence en jeu. Avec, notamment, le nouveau code portant régime électoral qui les met sur un pied d'égalité que les candidats indépendants, contraints qu'ils seront à la récolte de signatures d'électeurs pour valider leurs listes de candidats dans la quasi-majorité des circonscriptions électorales.

C'est ainsi que du quintette qui représente la mouvance jusqu'ici, sont nés deux partis à la faveur de deux projets d'intégration graduelle : l'un qui voit le Front du changement (FC) fusionner avec le MSP et l'autre qui met en scène le FJD, Nahda et El Binaa qui constituent désormais un seul parti.

Si le premier projet est clair puisqu'il s'agit d'une simple fonte du parti de Abdelmadjid Ménasra au sein de sa maison mère, le FC étant appelé, de ce fait, à se dissoudre avant la tenue d'un congrès réunificateur à l'occasion du congrès ordinaire du MSP, prévu en 2018, le second n'est pas encore tout à fait clair dans sa forme.



Abderezak Mokri et Abdelmadjid Ménasra.

Car, si les directions du FJD, de Nahda et d'El-Binaa ont convenu de franchir la première phase de leur projet d'intégration graduelle en présentant des listes communes lors des prochaines élections législatives sous le label de l'union pour la Nahda, la justice et la construction, elles ne se sont pas encore entendues sur la phase finale de leur projet. S'agira-t-il, pour eux, d'emprunter la formule au duo MSP-FC en optant pour la fonte de deux d'entre eux dans le troisième, ou d'opter carrément pour une nouvelle dénomination ? La première démarche présente le précieux avantage que constitue la contrainte de la seconde démarche, soit l'économie de démarches administratives

puisque cette dernière n'est plus ni moins qu'un projet de mise sur pied d'un nouveau parti, avec la crainte, plutôt les craintes légitimes que l'administration ne joue pas le jeu, surtout que des dossiers d'agrément de nouveaux partis moisissent dans les tiroirs du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

«Détail» qui n'échappe pas au trio qui semble beaucoup plus soucieux de franchir la première étape de sa fusion avec moins de dégâts possibles avant de se pencher sérieusement sur cet aspect de grande importance.

Ceci même si chez les deux camps, on nourrit le fol espoir de prendre la première place sur l'échiquier politique national pour

peu que, soutient-on, la transparence et la régularité soient au rendez-vous à l'occasion des prochaines élections législatives. Un espoir nourri également il y a cinq ans avant de se frotter à la triste réalité, indépendamment de la fraude qui aurait émaillé les législatives du 10 mai 2012 : la mouvance verte, effritée, a lourdement perdu de sa crédibilité auprès de larges pans de la société, désapprouvant de plus en plus l'islam politique.

Cela dit, ces deux projets de fusion dans la mouvance verte sont loin d'échapper à des «rendements de comptes» entre ses acteurs, même si ces derniers s'en défendent. C'est ainsi que Abderezak Mokri serait prêt à céder la présidence du MSP à Ménasra dans une stratégie de couper l'herbe sous le pied de Bouguerra Soltani qui ne perd pas l'espoir de reprendre les rênes du parti et l'arrimer de nouveau à la périphérie du pouvoir, le duo partageant la même attitude face à l'ex-président du parti.

Il en est de même pour Abdallah Djaballah qui, ayant récupéré son premier parti, Nahda, en plus d'avoir brouté au MSP en en récupérant un appendice, El Binaa escompte incarner le rôle de père spirituel de l'école de la Nahda historique dans une perspective plus grande que ce que représente une élection législative ou un poste au gouvernement.

M. K.

DIALOGUE SOCIAL

L'UGTA et les syndicats autonomes autour de la même table

Pour la première fois dans l'histoire du mouvement syndical algérien, l'UGTA, représentée par son secrétaire général, M. Abdelmadjid Sidi Saïd, prend part à une réunion de travail au siège du ministère du Travail en présence de plus d'une vingtaine d'organisations syndicales autonomes. C'était hier, lors d'une journée d'information portant sur «le dialogue social dans le monde du travail».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed El-Ghazi, a réussi là où tous ses prédécesseurs ont échoué. Il a réussi à regrouper dans la même salle, syndicats autonomes (Snapap, Cnapest, Snapest, Unpef, SNTE, SNPSCA, CLA, SNM, SNMGSP, SNPSP, SNPSSP, Snap, Snateg, Snapep, SNVFAP, SNPE, SNP, SNTFP) et l'UGTA, représentée en la circonstance par son premier responsable, M. Abdelmadjid Sidi Saïd. A l'ordre du jour de cette rencontre, qualifiée par l'ensemble des représentants y compris l'UGTA, d'«historique» un large «débat autour de la question du dialogue social dans le monde du travail».

La présence du représentant de l'OIT (Organisation internationale du travail) en Algérie a donné à cette première bipartite du genre, un caractère à la fois «symbolique» et «très politique».

Selon le ministre du Travail, «cette rencontre a eu lieu sur instruction du Premier ministre, en se référant aux orientations du président de la République sur la participation des travailleurs dans le processus enga-

gé dans le développement socio-économique du pays. Mais de l'avis de tous les observateurs, le «mérite revient au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale qui a réussi à donner à cette rencontre un cachet de la relance du dialogue social avec l'ensemble des représentants des organisations syndicales». «Il s'agit d'une démarche que le gouvernement a mise en place et qu'il va renforcer de manière continue», a déclaré M. El-Ghazi.

Éviter l'erreur de la loi sur la retraite

A décoder, la rencontre de ce lundi se veut comme une opération de «rattrapage», que le gouvernement a bien voulu réussir dans la perspective du large débat qui sera lancé prochainement sur la question de la réforme du code du travail. Autrement dit, le gouvernement Sellal veut «tourner la page du passé», à savoir les «événements» qui ont précédé le projet de loi sur la retraite. Pour le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, «le passé relève du passé, que nous assumons d'ailleurs, mais aujourd'hui, il faut tourner la page et regarder vers l'avenir». Un message tout indiqué qui laisse penser que le gouvernement a tracé une nouvelle feuille de route de dialogue social qui influera tous «les acteurs de la vie sociale et syndicale sans exclusive».

A ce propos, la majorité des interventions des représentants des syndicats autonomes présents à cette réunion ont exprimé leur désappointement lors de leur exclusion du débat portant révision de la loi sur la retraite ou encore la «répression qui a suivi les manifestations et sit-in organisés en cette circonstance». «Nous sommes contents d'être ici parmi vous Monsieur le Ministre,



Renforcement de la concertation dans le monde du travail.

car nous considérons que la place des responsables des organisations syndicales et des syndicalistes d'une manière générale n'est pas dans les commissariats de police», dira le SG du Satef.

Sidi Saïd quitte la salle

Lors de son intervention, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a rappelé «l'importance du renforcement de la concertation qui devra intervenir dans le cadre de l'intérêt et de la préservation d'un bien commun à tous les Algériens et ce, au-dessus de toute autre considération». «C'est dans ce cadre que seront mis en exergue les efforts et le soutien de l'Etat au système national de Sécurité sociale ainsi que les attentes des pouvoirs publics envers les partenaires sociaux que constituent les syndicats», a déclaré M. El-Ghazi, avant de donner la parole aux participants. C'est à ce moment précis que le secrétaire général de l'UGTA décide de quitter la salle, laissant le

soin à son secrétaire national chargé des relations publiques, M. Ahmed Guettiche, d'intervenir au nom de la centrale syndicale. Ce dernier n'a pas raté l'occasion pour rappeler, document à l'appui, que «c'est grâce à l'UGTA que le gouvernement de l'époque (1990) avait reconnu le pluralisme syndical». Pour l'histoire, c'est l'actuel SG de l'UGTA, à cette époque, secrétaire national chargé des questions sociales, qui était à l'origine de l'amendement du texte du gouvernement, en ramenant ce dernier à reconnaître le pluralisme syndical.

Les interventions des représentants du Snapest, du Cnapest, du Snapap, SNPSP, SNPSSP, Snap, Snateg, du CLA, du Satef, du SNPA, pour ne citer que ceux-là, étaient axées autour de «l'exclusion dont ont été victimes nos organisations» ou encore de «l'urgence d'instaurer un dialogue sincère et réel avec les vrais représentants des travailleurs».

A. B.